

Lycée Buffon - Distribution solennelle des prix, faite le 13 juillet 1938

**Discours prononcé par M. le Colonel Jean FABRY,
Sénateur du Doubs, ancien Ministre,
Commandeur de la Légion d'Honneur**

Mesdames,
Messieurs,
Mes jeunes amis,

Des jeunes gens impatients de vivre quittent, chaque année, notre cher Lycée. Ils se hâtent vers ces vingt ans merveilleux qui rassemblent sous les armes toute la jeunesse de France. De son nombre, de sa vitalité, de son intelligence, dépendent les chances d'avenir du pays qui renouvelle annuellement ses forces à cet afflux de sang pur et vigoureux.

Rien ne peut intéresser davantage les Français de ma génération, qui ont consenti tant de sacrifices pour que la France demeure une grande nation libre, que la formation de ses jeunes hommes. Dans leur berceau, nous avons déposé la victoire ; nous les croyions promis à une vie tranquille et heureuse ; ils doivent maintenant faire leurs premiers pas dans un monde où règnent à nouveau l'inquiétude et le désordre.

C'est à vous que je pense d'abord, mes jeunes amis, qui, réunis pour la dernière fois sur les bancs du Lycée, quitterez aujourd'hui vos maîtres, demain ou après-demain vos parents, et vous en irez vers vos destinées d'hommes.

Que seront-elles ? et que peuvent encore vos maîtres et vos parents pour servir cette cause des jeunes, la plus chère à leur cœur et la plus utile au pays ?

C'est à quoi je voudrais réfléchir avec vous tous, maîtres, parents et jeunes hommes de demain, assemblés ici aujourd'hui.

Vous êtes nés, mes chers enfants, au lendemain d'une affreuse guerre, dont l'horreur habitera toujours le cœur des générations qui vous ont précédés dans la vie. Un immense bouleversement avait changé la face du monde.

Certes, nous pensions avoir, pour longtemps, écarté de nos foyers les risques d'un nouveau conflit. Mais nous avons mal entrevu en quel état d'appauvrissement la guerre nous laissait. La victoire dont nous nous enorgueillions couronnait tant de pertes et de destructions qu'aucun fruit n'en pouvait sortir. On a reproché aux hommes qui en eurent la charge de l'avoir perdue en route. Il est plus juste de penser qu'aucun n'était capable de soustraire sa patrie aux fatales conséquences d'un conflit moderne, conséquences que les conducteurs de peuples devraient sans cesse avoir à l'esprit. La guerre, en effet, anéantit désormais dans le

même désastre vainqueurs et vaincus, et conduirait inéluctablement à sa ruine totale le monde assez fou pour se livrer à elle.

Après une brève période où les vainqueurs purent se faire illusion et croire à la prospérité, où les vaincus prirent tout de suite la mesure de leur affaiblissement, les nations, pour ne pas pérorer, comprirent l'absolue nécessité d'un pénible effort de redressement. La grande pénitence commençait. De là, pour tous les peuples, l'obligation de s'organiser pour cet effort, qui s'est traduite, chez quelques-uns, par l'apparition de régimes fortement concentrés entre des mains toutes puissantes.

Le problème de l'Etat moderne s'est posé partout ; les solutions qu'on a pu ou qu'on peut lui apporter ne peuvent manquer d'avoir une influence directe sur la formation des jeunes hommes.

Avant d'y venir, je voudrais noter un autre aspect capital du redressement d'après-guerre. La compétition qui s'est instituée entre les peuples occupés à se disputer les terres et les ressources d'un monde épuisé, les a ramenés à de dangereuses concurrences. Les égoïsmes réveillés, les ambitions de nouveau déchaînées, les ont conduits au bord de nouveaux conflits. Le spectacle de l'univers ruiné aurait dû détourner les hommes de tout recours nouveau à la guerre. Il est bien devenu évident, au fur et à mesure que les armements croissaient en nombre et en puissance et étaient capables de frapper toujours plus vite, plus fort et plus loin, qu'un nouvel embrasement de l'Europe déchaînerait une catastrophe sans précédent. Cependant, la passion l'a emporté sur la raison ; même la crainte ne commande plus à la sagesse ; et les hommes, que rien ne semble pouvoir assagir, s'exhortent encore au combat.

Et c'est là le premier et le plus grand danger que vous courez parce que la France, reprenant la parole de Vauvenargues, préférera toujours la guerre à la servitude.

Mais il n'y a pas que ce danger qui menace votre liberté d'homme.

Sous l'effort qu'ont fait les peuples pour trouver, après-guerre, la meilleure formule du redressement nécessaire, sous la pression aussi de leur instinct qui les pousse à rechercher, après tant de souffrances, les conditions du bien-être et du bonheur, les sociétés se transforment.

Dans bien des cas déjà, ces transformations ont abouti à des formules totalitaires, dont la vraie définition, à mon avis, est qu'elles consacrent au profit de l'Etat l'abandon de la dignité humaine, la fin de la « personne humaine ».

Et c'est ici que je rejoins le problème de votre éducation, qui préoccupe vos maîtres et vos parents chargés de faire de vous des hommes capables d'assurer eux-mêmes, par leur effort personnel, leur propre bonheur et d'être utiles à la Société.

C'est qu'en effet, la caractéristique de notre époque est cette omnipotence de l'Etat, qui a trouvé sa forme la plus exagérée chez les Nations où règne la formule totalitaire.

Mais aucun peuple n'échappe à ce besoin de concentrer ses forces, à cet établissement de disciplines rigides qu'imposent aux sociétés modernes les lois de la concurrence économique.

Et voici que l'Etat, protecteur-né de la liberté dont il doit assurer au citoyen, à l'individu, une jouissance raisonnable, risque de devenir un tyran sans intelligence et sans cœur.

L'Etat, protecteur de la personne humaine, risque d'en devenir l'opresseur.

C'est alors que l'Ecole, qui a, pour son honneur, la noble mission de former et de « maintenir » la « personne humaine », risque de se trouver en opposition profonde avec l'Etat, d'entrer en conflit grave avec lui.

D'étranges philosophies sociales se développent, qui affirment chaque jour, toujours plus fortement, la mainmise de l'Etat sur l'individu, et vont jusqu'à priver celui-ci de la liberté essentielle, celle du travail. Voici que l'Etat allemand s'arroge le droit de disposer à son gré du travail de chacun de ses sujets.

Que l'Ecole prenne garde : le jour où la personne humaine aurait perdu toute dignité, l'Ecole aurait perdu sa raison d'être.

L'enjeu des luttes et des réformes qui secouent les continents est, en effet, de savoir si la liberté de l'homme, garantie par le respect de l'effort individuel, qui confère sa dignité à la « personne humaine », sera compatible avec l'établissement de servitudes collectives et aussi avec le développement des disciplines syndicales.

Ah ! certes, l'amour de la liberté ne doit pas nous conduire à laisser aux expériences totalitaires le monopole de la discipline, de l'autorité, de la continuité du dynamisme national.

Mais c'est à la France qu'il appartient de révéler, en l'instituant chez elle, la formule nouvelle qui conciliera, dans un harmonieux ensemble, ces deux exigences qui ne sont contradictoires qu'en apparence : l'autorité de l'Etat, la liberté des citoyens, des m étiers et des familles. Expérience impossible à réussir si l'Ecole et la famille ne demeurent attachées à la défense de l'individu, au maintien de la « personne humaine ».

Il suffit d'écouter la sage péroraison de votre professeur d'allemand pour être rassurés sur la compréhension qu'ont vos maîtres de leur mission. Quelle formule plus heureuse pour l'éducation des jeunes hommes que celle-ci : « Le culte du corps, s'alliant à celui de l'esprit ; celui du beau, à celui du vrai et du bien ; enfin le respect de la liberté individuelle s'alliant au sens de la communauté. »

Restons donc fidèles à la sagesse des temps, qui veut que chacun doive son bonheur à sa valeur propre et à son effort personnel. C'est la loi du travail.

A elle s'oppose la théorie paresseuse, qui voudrait charger l'Etat du bonheur de tous en général et de chacun en particulier. Théorie décevante et déprimante, qui essaie de se justifier par un appel généreux à l'égalité, et qui n'est capable de réaliser cette égalité qu'au niveau du moins apte, du plus ignare, du plus paresseux.

Croyez, mes chers enfants, qu'un peuple qui se dit libre et veut rester libre a besoin de beaucoup de vertu et de travail pour conserver, dans la Société moderne, sa liberté et son indépendance.

Soyez les hommes de ce peuple, et il sera riche et prospère ; car la richesse d'un pays, ce n'est ni le blé, ni le pétrole, ni l'or, mais la qualité de ses hommes.

Vous aurez, certes, une vie rude. D'autres jeunesse, élevées différemment de vous, vous disputeront les ressources matérielles et chercheront à vous imposer leurs conceptions

sociales. Allez courageusement votre chemin. Aimez et défendez, au cours de votre vie, l'École et la Famille, qui vous ont aimés et défendus et qui, en vous donnant à l'État, lui assurent sa force et sa pérennité.

Cet État fort sauvegardera votre bien le plus précieux : la paix. En retour, vous vous efforcerez d'apporter à la France, par votre travail, la prospérité, de lui garder par votre intelligence son magnifique rayonnement, d'accroître par votre cœur le trésor de générosité humaine qui a fait d'elle la plus noble des nations.

Jean FABRY

(1876-1968)

Ancien élève de Saint-Cyr et de l'École supérieure de guerre

Lieutenant-Colonel (1917) – Chef de cabinet du Général Joffre

Député de la Seine (1919-1936)

Ministre des Colonies (1924) – Gouvernements Poincaré 3 et Marsal

Ministre de la Défense nationale et de la Guerre (1935-1936) – Gouvernement Laval 4

Sénateur du Doubs (1936-1945)